DECRET N° 86-123 du 4 Avril 1986

portant création de la Commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Joël François DAGLA, ex-responsable du Dépôt de l'Office National de Pharmacie (ONP) d'ADJARRA (Province de Ouémé).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;

VU le décret N° 85-254 du 17 Juin 1985 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;

VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités Locales ;

SUR décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en sa séance du 15 Janvier 1986 ;

D E C R E T :

Article 1er.- En application de l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 susvisée; il est créé une Commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Joël François DAGLA, ex-responsable du Dépôt de l'Office National de Pharmacie (ONP) d'Adjarra (Province de l'Ouémé) impliqué dans une affaire de deniers publics, introduction et vente fauleuses de produits pharmaceutiques commis au préjudice dudit Office.

Article 2.- La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade Claire Suzane DEGIA épouse AGBIDINOUKOUN, du Ministère de la Justice, et de l'Inspction des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

- Membres : Camarades : - Justin KOUASSI de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière ;
- Mathias GOGAN de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative ;
 - Etienne ADJOBIMEY du Ministère du Travail et des Affaires Sociales ;
- Paul C. LISSAN du Ministère des Finances et de l'Economie ;
- Lieutenant Moumouni ZANKARO et
 - Adjudant Cosme KOUEMEDO des Forces Armées Populaires du Bénin ;
 - Houndékounou KOUTODJO du Ministère de la Santé Publique.

Article 3.- La Commission qui déposera son rapport dans les Trente (30) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisés.

Article 4.- Le Présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 8^e Avril 1986

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU.-

Ampliations : PR 8 SGCEN 4 Président et Membres 10.-